



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale  
de la protection des populations  
Service Prévention des Risques Techniques  
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le 28 JUIN 2016

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

### **Instituant des servitudes d'utilité publique autour de l'installation de stockage de déchets non dangereux (I.S.D.N.D.) exploitée par la société SITA SUD sur la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue**

- VU les dispositions des titres I des livres V des parties législatives et réglementaires du Code de l'Environnement, et notamment les articles L.515-8 à L.515-12 et R.515-31-1 à R.515-31-7 ;
- VU le Code de l'Urbanisme ;
- VU le décret du 11 février 2015 publié au journal officiel du 13 février 2015, portant nomination de M. Bernard GONZALEZ, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 et notamment l'article 9 qui prévoit l'instauration de servitudes visant à assurer la maîtrise foncière dans la bande de 200 mètres autour de l'installation de stockage de déchets, pendant la durée d'exploitation et la période de suivi du site ;
- VU l'arrêté préfectoral n°EXT2007-10-11-0131SPCARP du 11 octobre 2007 modifiant et reprenant en un arrêté unique les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°1615 du 7 juillet 2000 et de ses modifications ultérieures relatives à l'exploitation par la société SITA SUD d'une installation de stockage de déchets non dangereux et autres installations de traitement de déchets sur la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue, au lieu-dit "Quartier du Plan" ;
- VU l'arrêté préfectoral n°EXT2006-01-30-003SPCARP du 30 janvier 2006 instituant des servitudes d'utilité publique autour de l'installation de stockage de déchets ménagers et assimilés exploitée par la société SITA SUD à Entraigues-sur-la-Sorgue ;
- VU le dossier de demande du 7 août 2013, complété les 9 août et 17 décembre 2014, déposé par la société SITA SUD, en vue d'obtenir entre autres l'autorisation d'étendre l'ISDND autour du pôle multifilières de valorisation et de traitement de déchets non dangereux ;
- VU le dossier de servitudes déposé par la société la société SITA SUD en date du 7 août 2013, complété les 9 août et 17 décembre 2014 ;
- VU les courriers du 16 janvier 2015 transmettant le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique à l'exploitant et à M. le maire d'Entraigues sur la Sorgue ;
- VU l'avis du 27 janvier 2015 du service interministériel de défense et de protection civiles de Vaucluse sur le dossier de demande d'institution des servitudes ;

- VU le courrier du 24 février 2015 transmettant le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique aux propriétaires des terrains concernés ;
- VU l'avis du 19 mars 2015 de la direction départementale des territoires de Vaucluse sur le dossier de demande d'institution des servitudes ;
- VU la décision n°E1500006/84 du 29 janvier 2015 du vice-président délégué du tribunal administratif de Nîmes.
- VU les observations formulées lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 avril 2015 au 22 mai 2015 inclus ;
- VU la réunion publique organisée par la commission d'enquête publique en date du 6 mai 2015 en mairie d'Entraigues sur la Sorgue ;
- VU l'avis du conseil municipal de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue en date du 28 mai 2015 ;
- VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête publique reçus en DDPP le 22 juillet 2015
- VU le rapport du 28 janvier 2016, de la direction régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement de la région PACA, en charge de l'inspection des installations classées ;
- VU les courriers du 12 avril 2016 transmettant le rapport et les conclusions de l'inspection des installations classées ainsi que le projet d'arrêté préfectoral instituant les servitudes d'utilité publique à l'exploitant, à M. le maire d'Entraigues sur la Sorgue et aux propriétaires des terrains concernés ;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 19 mai 2016 ;
- VU le projet d'arrêté porté le 26 mai 2016 à la connaissance du demandeur ;
- VU le courrier du demandeur du 6 juin 2016 ;

**CONSIDERANT** les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susvisé qui prévoient que la zone à exploiter d'une ISDND doit être à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en terme d'isolement par rapport aux tiers sous formes de contrats, de conventions ou de servitudes couvrant la totalité de la durée d'exploitation et de la période de suivi de l'ISDND.

**CONSIDERANT** que, dans le cadre du projet d'extension de l'ISDND présente au sein du Pôle multifilières d'Entraigues-sur-la-Sorgue, la société SITA SUD sollicite, en parallèle du dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter, que la garantie de maîtrise foncière visée à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 susvisé, soit apportée sous la forme de servitudes d'utilité publique sur les parcelles où aucune autre garantie équivalente en terme d'isolement n'a pu être instaurée.

**CONSIDERANT** que les servitudes d'utilité publique instaurées par l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2006 susvisé sur les parcelles comprises dans la bande de 200 mètres autour de l'ISDND actuelle doivent être prolongées ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la directrice départementale de la protection des populations ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : Parcelles cadastrales concernées par l'institution ou la prolongation de servitudes**

Des servitudes d'utilité publique sont instituées ou prolongées sur les parcelles ou parties de parcelles de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue, qui se trouvent à l'intérieur du périmètre intitulé « Périmètre des SUP de l'ensemble du site (actuel et futur) » et représenté sur le plan en annexe 2 du présent arrêté.

Les références cadastrales des parcelles susvisées sont présentées dans le tableau en annexe 1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Nature des servitudes**

Pour les terrains inclus dans le périmètre des servitudes d'utilité publique, sont interdits les occupations et usages suivants :

- l'habitation ou l'occupation par des tiers de tout immeuble, qu'il s'agisse de construction, d'installation ou terrains non bâtis, en dehors de ceux liés à l'exploitation du site, au traitement et à la valorisation des déchets ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de sports ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de camping ou le stationnement d'habitations provisoires (caravanes, mobil home) ;
- l'aménagement ou l'implantation d'établissements recevant du public en dehors de ceux liés à l'exploitation du site, à la collecte, au stockage, au traitement et au recyclage des déchets.

Ces servitudes couvrent la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi à long terme de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SITA SUD sur le territoire de la commune d'Entraigues-sur-la-Sorgue.

L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux dispose d'un droit de passage sur les parcelles visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, dès lors qu'il s'agit de respecter les prescriptions qui lui sont imposées par la réglementation (contrôle et surveillance des eaux souterraines notamment).

### **ARTICLE 3 : Transcription**

En vertu des dispositions de l'article L. 515-10 du Code de l'Environnement, des articles L. 121-2 et L. 126-1 du Code de l'Urbanisme et de l'article 36-2 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière, les présentes servitudes devront être annexées aux documents d'urbanisme et publiées à la Conservation des Hypothèques.

### **ARTICLE 4 : Indemnité**

Les présentes servitudes peuvent ouvrir droit à une indemnité dans les conditions définies à l'article L. 515-11 du Code de l'Environnement.

La demande d'indemnisation doit être adressée à la société SITA SUD dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 5 :**

Les servitudes d'utilité publique instaurées par l'arrêté préfectoral n°EXT2006-01-30-003SPCARP du 30 janvier 2006 sont abrogées à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 6 : Autres mesures de publicités**

Une copie du présent arrêté est notifiée :

- à Monsieur le maire d'Entraigues sur la Sorgue
- à l'exploitant
- aux propriétaires des terrains et des autres titulaires de droits réels ou de leurs ayant droit lorsqu'ils sont connus

Une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie d'Entraigues sur la Sorgue et peut y être consultée, un extrait de cet arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la direction départementale de la protection des populations de Vaucluse. Le même extrait est affiché dans l'installation en permanence de façon visible par l'entreprise sur son site d'Entraigues sur la Sorgue.

Un avis au public est inséré par les soins de la direction départementale de la protection des populations aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet arrêté sera inséré sur le site internet de l'Etat en Vaucluse et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Vaucluse.

**ARTICLE 6 : Délais et voies de recours**

Un recours peut-être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

**ARTICLE 7 : Application**

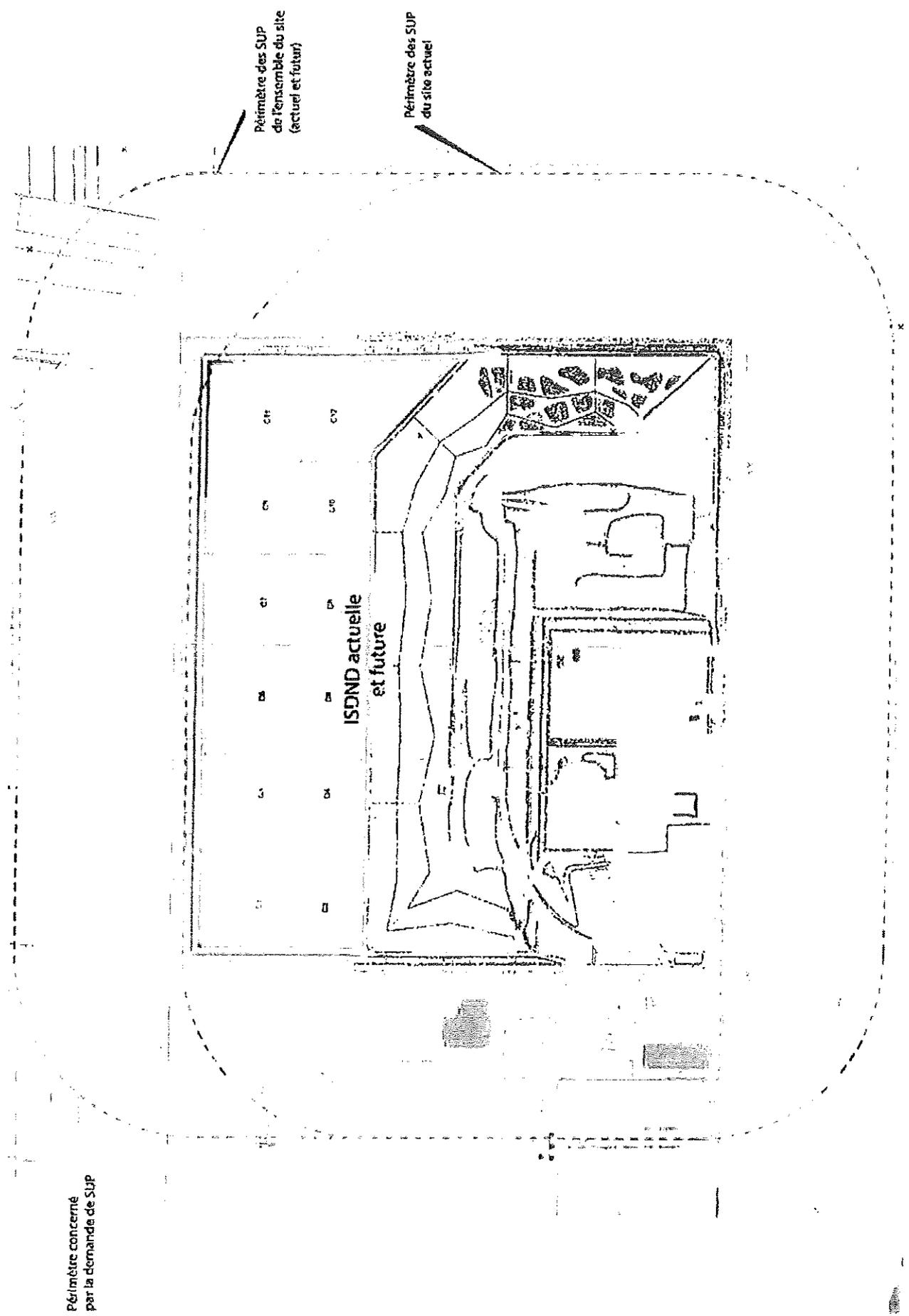
Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le sous-préfet de Carpentras, la directrice départementale de la protection des populations, le maire d'Entraigues sur la Sorgue, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région PACA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le   
Bernard GONZALEZ

**Annexe 1 – Références cadastrales des parcelles ou parties de parcelles concernées par  
l'institution ou la prolongation de servitudes**

Section	Numéro de la Parcelle	Propriétaire	Surface Totale de la Parcelle en m²	Bande 280m ISOND GLOBALE	Prolongation de SUP	Insulation de SUP
				Surface en m² concernée	Surface en m² déjà soumise à SUP (AP du 09/01/2008)	Surface suppl. en m² concernée par l'insulation de SUP
AX	8	M OBERGON JACQUELINE LAZARENE CAROLINE	1 893	1 694	1 694	NC
AX	9	M VALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	2 972	2 972	2 972	NC
AX	10	M VALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	7 600	4 203	4 203	NC
AX	11	M BRUNER LOUIS VOLTARE ERNEST	6 405	3 839	3 839	NC
AX	25	M VALAN ALAINE CECILE AUGUSTINE	3 428	2 733	2 733	NC
AX	30	M CEBE ALBERT ALEXANDRE	3 252	3 287	3 287	NC
AX	32	M LAURENT MARIE ROSE OMBRELLE	2 322	2 353	2 353	NC
AX	33	M BRUNER LOUIS VOLTARE ERNEST	6 463	6 464	6 464	NC
AX	34	M GORLIER JACQUELINE MELANE	3 617	3 610	3 610	NC
AX	35	M GORLIER JACQUELINE MELANE	2 279	2 262	2 262	NC
AX	37	M VALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	1 091	1 062	1 062	NC
AX	38	M MARGRE LEOPOLD FELIX	11 659	11 661	11 651	NC
AX	43	M BOUVER RENE ANTOIN MRS GURCA AL CAZAR MANUELA	1 307	1 307	NC	1 307
AX	45	Mrs GUYON ELIANE LUCIENNE LEONTINE	2 656	2 656	2 143	613
AX	46	Mrs PACON ISABELLE NATHALIE VIRGINIE	2 797	2 793	2 793	NC
AX	48	M SCACCHI ANTONIO MRS LION CARMEN	4 184	4 183	1 810	2 373
AX	49	M CHARPER ROBERT DANIEL DENIS	2 316	2 156	1 871	465
AX	50	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	2 602	2 113	1 801	312
AX	61	M LAURENT MAURICE LEOPOLD	3 493	2 796	2 550	237
AX	62	M COULBERT EDMOND MRS BOUSSIER LAURE	2 492	2 105	2 011	64
AX	66	Mrs BRUNER YVETTE MRS PERRI LILIANE	1 621	1 616	1 616	NC
AX	67	M FERRE JEAN PIERRE NOEL	1 602	1 607	1 607	NC
AX	68	M BRUNER LOUIS VOLTARE ERNEST	12 673	12 630	12 630	NC
AX	69	M BRUNER LOUIS VOLTARE ERNEST	7 010	7 028	7 026	NC
AX	61	M VALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	749	739	739	NC
AX	65	M DUCRES CLAUDE JOEL AUGUSTE	3 000	2 998	2 998	NC
AX	66	Mrs BOURGET CECILE M BENEDETTI MRS BERAUDON ANNE	6 034	6 060	6 060	NC
AX	67	M DUCRES JACQUES VICTOR MRS DUCRES MICHELE VICTORIA	3 135	671	671	NC
AX	70	M BRUNER LOUIS VOLTARE ERNEST	3 256	88	88	NC
AX	109	M PALUN YVONNE MRS CHALUSI WAGONE	1 775	1 602	1 602	NC
AX	110	Mrs BLANC ONETTE	1 734	1 188	1 188	NC
AX	111	Mrs ANDRE NATHALIE MRS GA BRUNO	1 853	779	779	NC
AX	112	Mrs MESTRALLET ALEXANDRE MRS MARCUZZO JACQUELINE	1 882	177	177	NC
AX	130	M CHEVALAN CARLENE MRS GASSIN ARLETTE	4 806	3 104	3 104	NC
AX	132	M MARGRE LEOPOLD FELIX	1 468	1 453	1 453	NC
AY	63	M VALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	77 786	65	65	NC
AY	64	M VALAN GENEVIEVE MARIE MARGUERITE RENEE	6 060	4 613	4 613	NC
AW	1	Mrs ROUPERT GENEVIEVE EP M PUTTI GEORGES	6 648	6 648	NC	6 648
AW	2	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	18 989	NC	NC	6 679
AW	14	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	6 989	6 371	NC	6 371
AW	15	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	3 243	NC	NC	3 243
AW	16	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	2 022	NC	NC	2 022
AW	17	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	1 884	NC	NC	1 884
AW	18	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	18 878	12 849	NC	12 849
AW	27	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	4 483	2 017	NC	2 017
AW	28	Mrs BROWDON REGINE M ROUX CLAUDE	4 919	4 918	NC	4 918
AW	29	Mrs BROWDON REGINE M ROUX CLAUDE	2 973	2 922	NC	2 922
AW	30	M ESTELLON LOUIS	2 060	1 067	NC	1 067
AW	31	M MANOP ADRIEN MRS MARTIN ALBERTINE	7 660	7 568	NC	7 568
AW	32	M MANOP ADRIEN MRS MARTIN ALBERTINE	10 849	666	NC	666
AW	44	Mrs et Mlle BENVUATA MRS MRS LAVEQUE	3 049	3 049	NC	3 049
AW	46	Mrs ALDRY NOELLE EP VALFRE CLAUDE	6 234	2 959	NC	2 959
AW	51	M BRUNER LOUIS MRS LAURENT MARCELLE	6 533	1 640	NC	1 640
AW	52	M BRUNER LOUIS VOLTARE ERNEST	2 882	1 689	NC	1 689
AW	53	M BRUNER LOUIS VOLTARE ERNEST	3 619	2 000	NC	2 000
AW	56	Mrs ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	14 045	2 629	NC	2 629
AW	57	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	6 707	1 025	NC	1 025
AW	58	Mrs ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	6 312	1 706	NC	1 706
AW	59	Mrs ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	4 670	1 304	NC	1 304
AW	60	M EYMARD ANDRE JEAN PHILEMON	6 640	1 580	NC	1 580
AW	61	Mrs ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	11 378	2 898	NC	2 898
AW	62	M MANOP ADRIEN MRS MARTIN ALBERTINE	2 740	616	NC	616
AW	63	Mrs ROUX JACQUELINE ANDREE PAULETTE	1 882	290	NC	290
AW	64	M FERRE JEAN PIERRE NOEL	1 606	149	NC	149
AW	65	M CLARETIN YVES MRS CLARETIN CHRISTINE MRS CLEMENT ANDREE	1 219	20	NC	20
AW	66	M CLARETIN YVES MRS CLARETIN CHRISTINE MRS CLEMENT ANDREE	1 671	2	NC	2
AW	193	M MANOP ADRIEN MRS MARTIN ALBERTINE	2 836	390	NC	390
AW	218	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	614	98	NC	98
AW	219	Cors ruraux d'entrées SUR LA BORGUE	1 798	332	NC	332
AW	220	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	18 612	5 104	NC	5 104
BA	55	M et MRS CHAVUET MRS MARTINEZ	4 690	158	NC	158
BA	59	M AYMARD MAURICE AUGUSTE	165	5	NC	5
BA	60	M BERTHET FERNAND	1 574	390	NC	390
BA	63	DOMAINE PROPRIETAIRES INCONNUS	1 601	673	NC	673
BA	64	M AYMARD MAURICE AUGUSTE	654	452	NC	452
BA	67	M DUCRES PAUL FERDOL	737	429	NC	429
BA	68	M TEMPER DESRE AIME	8 280	2 179	NC	2 179
BA	69	Mrs BARRON YVETTE MRS LELLE CLEMENCE	2 234	653	NC	653
BA	70	PANCHARD ET CE	2 613	1 205	NC	1 205
BA	71	Mrs BLANC MARCELLE ALAINE MICHELE	3 833	1 723	NC	1 723
BA	72	Mrs et MRS TRAL	1 366	1 368	NC	1 366
BA	73	Mrs GODELLIANE MRS DELLIANTANTE	1 642	1 642	NC	1 642
BA	74	M DURBESSON ALAN MICHEL LEONCE	3 485	3 485	NC	3 485
BA	75	M BOYER JEAN MARIE ROGER	997	997	NC	997
BA	76	M FIDOUX EUGENIE MRS TURQUAY GERARD	4 684	4 674	NC	4 674
BA	77	M OULTIN YVES MRS GIBAL GHISLAINE	1 612	1 612	NC	1 612
BA	78	Mrs DURBESSON JACQUELINE MRS DURBESSON MARIE CLARE	2 397	2 078	NC	2 078
BA	79	M DUCRES CLAUDE JOEL AUGUSTE	3 044	672	NC	672
BA	87	M LEONARD JEAN LOUIS CELESTIN PIERRE	6 778	7 384	NC	7 384
BA	88	Mrs LOUTTE LEON ALBERTINE	3 653	3 653	NC	3 653
BA	89	Mrs MOUTTE MARTINE	2 684	2 684	NC	2 684
BA	90	M AYMARD MAURICE AUGUSTE	3 686	3 686	NC	3 686
BA	91	Mrs AYMARD FRANCOISE MRS VAL ARLETTE M CLAUDE	622	622	NC	622
BA	92	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	2 068	2 068	NC	2 068
BA	93	Mrs AYMARD FRANCOISE MRS VAL ARLETTE M CLAUDE	2 413	2 413	NC	2 413
BA	94	M BRUNER LOUIS VOLTARE ERNEST	2 068	2 068	NC	2 068
BA	95	Mrs et Mlle BENVUATA MRS MRS LAVEQUE	1 906	1 906	NC	1 906
BA	96	M LAVEQUE JACQUES FREDERIC	5 663	5 663	NC	5 663
BA	97	M BINOCOLA RENEE MRS MICHEL CLAUDE	3 067	681	NC	681
BA	100	M AYMARD MAURICE AUGUSTE	7 019	3 256	NC	3 256
BA	101	M REVOL HENRI MARIE EUSEE EDMOND	12 697	6 334	NC	6 334

**Annexe 2 – Périmètre concerné par les servitudes d'utilité publique.**



Périmètre concerné  
par la demande de SUP

# ENTRAIGUES-SUR-LA-SORGUE

## Servitude d'utilité publique : PM2

### NOM OFFICIEL

Servitudes relative aux installations classées pour l'environnement

### GENERALITES en vigueur

Code de l'environnement :

- Art. L.515-8 et suivants
- Art. L515-12
- Art. R.515-24 à R.515-31
- Nomenclature des ICPE annexée à l'article R.511-9

- Décret n°2011-1241 du 05/10/2011

### OBJET

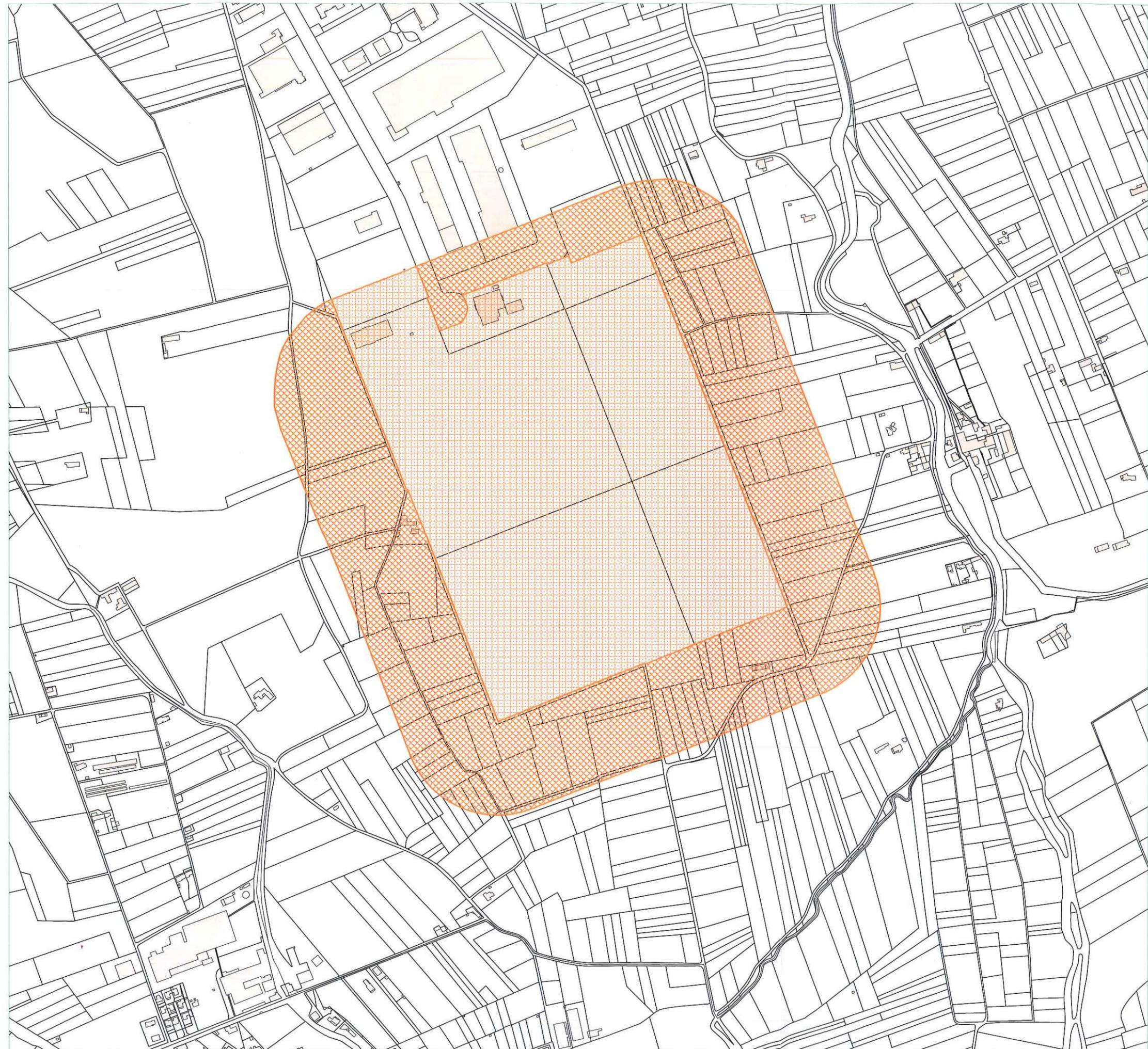
Installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SITA SUD

### SERVICE RESPONSABLE

DREAL P.A.C.A.

### ACTE DE CREATION

Arrêté préfectoral du 28/06/2016 instituant la SUP autour de l'installation de stockage de déchets non dangereux (I.S.D.N.D.)



### LEGENDE

#### Représentation graphique

 Installation de stockage de déchets non dangereux

 Servitudes d'utilité publique autour de l'installation

Plan de situation : 1/ 7 000°

Source : D.D.T, année 2016

Carto : N\_BATet N\_PARCEL\_DGI\_084\_2012

Nom de fichier : 1607-84043-PM2